

[A propos](#)[Contact](#)[Membres](#)[Boutique](#)[Faire un don](#)

Taille du texte:

Imprimez:



La une

[L'Islande et le refus de l'austérité](#)[Grèce-Allemagne : qui doit à qui ?](#)[Le Mali, nouvelle victime désignée d'actives ingérences néocoloniales françaises](#)[Le Pacte budgétaire européen](#)[Une bombe dans les champs d'OGM](#)[Des géants du médicament condamnés à 11 Mds de dollars pour leurs méfaits](#)[Pourquoi Israël se réjouit tant des tensions entre le Canada et l'Iran...](#)[Retour sur Ground Zero](#)[Benoit XVI au Liban: rejet du fondamentalisme et appel à l'arrêt de l'envoi d'armes en Syrie](#)[Tous les articles](#)

ACTUALITÉS

LES PLUS PARTAGÉS

RÉGIONS

THÈMES

ANALYSES

[Faire un don maintenant](#)[Recherche](#)[Liste des pays](#)[Auteurs](#)[Suivre Mondialisation.ca](#)

Mesures d'austérité: Angela Merkel en Grèce

Une escouade de 7000 policiers assurent la sécurité

De [Peter Symonds](#)Global Research, octobre 12, 2012
[wsws.org](http://www.wsws.org)Région : [Europe](#)Thème : [Crise économique mondiale](#)

provenant des quatre coins de la Grèce avait été assemblée place Syntagma pour empêcher que les travailleurs grecs en colère ne manifestent. Malgré cette intimidation d'État, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à l'extérieur du parlement.

Avant la manifestation, les policiers arrêtaient sans distinction les gens qu'ils considéraient suspects. Les protestataires ont dû franchir plusieurs postes de contrôle d'identité.

Pendant que des tireurs d'élite de la police étaient positionnés sur les toits entourant la place, des forces antiémeutes ont tenté de provoquer les manifestants et les ont attaqués en utilisant des grenades incapacitantes, des gaz lacrymogènes et la matraque. Au moins 193 personnes auraient été arrêtées. Les policiers avaient au départ tenté d'empêcher tout rassemblement au cœur de la ville, mais ils ont finalement accepté qu'une manifestation se déroule place Syntagma.

Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: « Allez-vous en, vous n'êtes pas les bienvenus, impérialistes », « Arrêter le Quatrième Reich », ou « Hors de l'UE et du FMI ». Certains portaient des uniformes de l'armée allemande ou faisaient brûler des svastikas. Plusieurs pancartes attaquaient les mesures d'austérité que le gouvernement grec a fait adopter en négociations avec l'Union européenne.

Le premier ministre grec Antonis Samaras (Démocratie nouvelle) et la chancelière allemande Angela Merkel (ont démontré une apparente harmonie) lors de leur conférence de presse conjointe. Merkel a commencé son discours en déclarant que « Je souhaite vous remercier pour l'accueil chaleureux. Nous sommes des partenaires et des amis ».

Elle a félicité le premier ministre grec pour le progrès fait dans les coupes budgétaires, mais a aussi précisé qu'elle s'attendait de la Grèce qu'elle mette en œuvre les coupes dictées par l'UE. Elle a ensuite promis cyniquement de permettre le transfert de 30 milliards d'euros que l'UE avait accepté de verser plus tôt cette année.

Lundi, les ministres de la zone euro ont émis un ultimatum au gouvernement grec : si le cabinet grec ne réussissait pas à mettre en œuvre les coupes adoptées en mars dernier, le paiement de la prochaine tranche d'aide ne serait pas versé et la Grèce serait acculée à la faillite.

La dirigeante Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde a déclaré : « L'action signifie l'action, non la discussion ».

Concrètement, les représentants de la troïka (la Banque centrale européenne (BCE), le FMI et la Commission européenne) exigent qu'Athènes coupe davantage dans les pensions, les salaires et les dépenses sociales, pour un total de 4.5 milliards d'euros. En fait, les soi-disant prêts d'urgence fournis par la troïka servent à payer les banques et les spéculateurs grecs et internationaux.

Le gouvernement allemand a joué un rôle central pour imposer et mettre en œuvre les dictats de l'UE. Klaus Masuch de la BCE et Matthias Mors de la Commission de l'UE sont deux des trois représentants de la troïka à Athènes qui ont des liens directs avec la chancellerie allemande. Berlin est directement intervenu à maintes reprises afin de corriger les décisions de la troïka.

Lors de la conférence de presse, Merkel a répété les demandes des représentants allemands de



Mondialisation.ca sur Twitter

USAID: couverture de l'espionnage en Amérique Latine <http://t.co/1f1eBHf9>
02:54:19 octobre 12, 2012 from [Tweet Button](#)

Suivre @CRM_CRG 300 abonnés

Nos livres (anglais)



Towards a World War III Scenario
by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



America's "War on Terrorism"
by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



Globalization of Poverty and the New World Order
by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



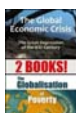
Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation
by F. William Engdahl

[Buy Now!](#)



SPECIAL: America's "War on Terrorism" + Globalization of Poverty
by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



SPECIAL: Global Economic Crisis + Globalization of Poverty
by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



The Global Economic Crisis
by M. Chossudovsky and A. G. Marshall

[Buy Now!](#)

Boutique en ligne

la troïka : que la Grèce non seulement se conforme aux coupures, mais qu'elle fasse de soi-disant réformes structurelles. Il s'agit de nouvelles lois du travail pour couper dans les salaires, d'introduire de plus longues heures de travail et de plus courtes pauses, puis de décimer les droits des travailleurs.

Le but de ces mesures est de permettre aux compagnies de s'enrichir aux dépens de la classe ouvrière grecque. Les conditions de travail misérables en Grèce serviront aussi comme levier pour démanteler les standards sociaux à travers l'Europe. Lundi après-midi, Merkel a rencontré des représentants des cercles d'affaires grecs et allemands pour discuter de plans concrets à cette fin.

Les mesures, mises en œuvre au cours des deux dernières années en Grèce par Athènes et l'UE, ont déjà mené à une catastrophe sociale sans précédent. Les salaires et les pensions ont été réduits de plus de 60 pour cent et le chômage a augmenté à plus de 24 pour cent, le chômage chez les jeunes ayant atteint 55 pour cent. Au cours des quatre dernières années, la production économique grecque a chuté d'environ 20 pour cent ; la chute du PIB pour cette année a été récemment revue à la hausse, à 7,1 pour cent.

Prenant la parole après Merkel, le premier ministre grec a aussi appelé à intensifier l'offensive sur la classe ouvrière. « Nous atteignons de plus en plus nos objectifs, et nous continuerons ainsi », a déclaré le premier ministre, ajoutant : « Nous ne demandons pas plus d'argent, ni de concessions particulières ».

Toutes les attaques sociales au cours des dernières années ont été menées par des gouvernements successifs qui travaillaient étroitement avec les institutions européennes. À la demande de l'élite financière grecque, les mesures d'austérité ont été imposées, affectant les travailleurs et les pauvres, mais épargnant les super-riches.

Au cours des dernières semaines, il est apparu que depuis 2010, Athènes a été en possession d'une clé USB contenant des données datant de 1991, avec une liste de citoyens grecs qui possédaient un compte à la branche de Genève de la Banque HSBC. Cette liste aurait pu être utilisée pour trouver les fraudeurs fiscaux. Selon certaines estimations, les millionnaires grecs ont déposé jusqu'à 600 milliards d'euros dans les comptes bancaires suisses – une somme dépassant de loin la dette nationale.

Le scandale entourant la clé a révélé les liens étroits entre l'élite politique grecque et les super-riches. Bien que le ministère de la Finance ait eu les données en sa possession pendant deux ans, elles n'ont jamais été transmises aux autorités fiscales. Les journaux ont maintenant révélé qu'au moins 60 politiciens des partis dirigeants sont listés sur la clé USB.

Selon le *New York Times*, il y a une autre liste avec les noms de 54.000 Grecs qui ont transféré 30 milliards d'euros à l'étranger depuis le début de la crise.

Cette politique d'enrichissement de l'élite financière aux dépens des travailleurs grecs est la base de cette rencontre amicale entre Merkel et Samaras. Cette politique n'est plus compatible avec les droits démocratiques. À la place, la classe dirigeante européenne implante des mesures d'état policier et des formes autoritaires de gouvernement).

Lorsque 350 ouvriers des chantiers navals ont manifesté à l'extérieur du ministère de la Défense jeudi dernier, exigeant de nouvelles commandes et le paiement de leurs salaires, la police les a attaqués avec des gaz lacrymogènes et des matraques. Dimanche, la police a dispersé une manifestation de travailleurs de la régie de l'électricité qui protestaient contre les réductions d'impôts pour les riches. Apparemment, 18 personnes ont été arrêtées et détenues.

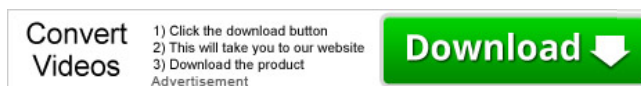
Mardi, le Guardian a rapporté que 15 manifestants, qui protestaient contre le parti fasciste Chrysi Avgi (Golden Dawn), ont été arrêtés et torturés par la police. Plusieurs reportages ont documenté l'étroite collaboration entre des sections de la police grecque et les bandes fascistes.

L'instrument principal de l'élite dirigeante pour casser la résistance des travailleurs, toutefois, sont les syndicats et les groupes pseudo-gauche, qui cherchent à détourner la colère des travailleurs vers des voies inoffensives et qui sèment des illusions dans l'UE. Ces organisations sont en contact constant avec les hauts responsables du gouvernement et de l'UE. Mercredi dernier, la direction de la plus importante confédération syndicale, la GSEE, s'est entretenue avec le président du Gauche démocratique (DIMAR), Fotis Kouvelis, un membre du gouvernement de coalition.

Pendant ce temps, lundi, le président de la Coalition pour une alternative de gauche (SYRIZA), Aleksis Tsipras, a pris part aux manifestations au Syntagma Square et a proposé un terme aux coupures. Au même moment, il a défendu l'UE – l'instrument principal de l'élite financière pour imposer ces coupures. Dans un article du Guardian lundi, il a appelé à renforcer les institutions européennes et à créer une union politique pour l'UE.

Tsipras a été appuyé par le président du (Parti de gauche) allemand, Bernd Riexinger, qui a aussi pris part à la manifestation à Athènes. Le Parti de gauche a non seulement permis l'adoption du sauvetage des banques en Allemagne, mais a aussi imposé des coupes sociales dans les états de Berlin, Brandenburg et en Rhénanie du nord-Westphalie. Il n'est donc pas surprenant que la revendication principale de Riexinger était que Merkel rencontre Tsipras pour des pourparlers.

Article original en anglais, [WSWS](#)



Articles de :

Peter Symonds

Sur le même sujet:

Flottille/Gaza: la Turquie prend des mesures de rétorsion contre Israël

ANKARA – Expulsion de l'ambassadeur israélien, suspension des accords militaires, saisine de la Cour internationale de Justice: la Turquie a pris vendredi des mesures de rétorsion contre Israël qui refuse de s'excuser après le raid qui a coûté la vie à neuf Turcs en 2010....

Afrique: Les quatre mesures préconisées par le comité pour l'annulation de la dette (CADTM)

Pour éviter de retomber dans un nouveau processus de réendettement, les pays africains devraient se conformer aux quatre recommandations du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM www.cadtm.org). A savoir ne plus brader leurs ressources naturelles, renationaliser les entreprises privées, engager une réforme fiscale pour que les riches paient proportionnellement à leurs richesses et rapatrier les biens mal acquis....

CIA démasquée : le Hezbollah veut des mesures contre l'ambassade des USA

Le Hezbollah s'est félicité mercredi d'avoir réussi à démasquer les agents de la CIA au Liban et exhorté le gouvernement à saisir les Nations Unies.

« Les aveux officiels américains sur la présence d'un bureau au Liban qui exerce des activités d'espionnage est un aveu clair et très dangereux, voire une atteinte à la souveraineté du Liban et une violation aux accords internationaux », a affirmé le député du Hezbollah Hassan Fadlallah devant les journalistes....

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Center of Research on Globalization grants permission to cross-post original Global Research articles on community internet sites as long as the text & title are not modified. The source and the author's copyright must be displayed. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca

www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: media@globalresearch.ca

Copyright © Peter Symonds, [wsws.org](#), 2012

English Français
Español Italiano
Deutsch Português
srpski العربية

Actualités

Liste des pays

Auteurs

Les plus partagés

Liens

Contactez-nous

Themes

Crimes contre l'humanité
Loi et Justice
Histoire, société et culture
11 sept. Guerre au terrorisme
Désinformation médiatique
Politique et religion
Science et médecine
Nations Unies
Droits des femmes

Geographic Region

États-Unis
Canada
Moyen Orient
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Asie
Océanie

[Vie privée](#)

Copyright © 2005-2012 Mondialisation.ca